

(Source : [La Presse](#) – Merci à Clara)



Les écologistes opposants au gaz de schiste, en particulier au Québec, sont dans la ligne de mire de la GRC et du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), a appris *La Presse*. Les policiers craignent manifestement une radicalisation du mouvement ainsi qu'un rapprochement entre activistes, ou «**extrémistes**», écologistes du continent nord-américains.

Commentaire :

Les écologistes sont dangereux : ils font perdre de l'argent aux ô déjà très riches multinationales... Même si l'exploitation du gaz de schiste suscite la controverse et ne fait pas l'unanimité sur le plan politique dans la plupart des pays concernés, les manifestations d'opposants sur le terrain, tant au Canada qu'aux États-Unis, en particulier en Pennsylvanie, n'ont pas laissé la GRC indifférente.

Principale source d'inquiétude: le risque sérieux de glissement de la désobéissance civile vers la violence. La GRC avertit qu'il y a «possibilité que les industries, organisations et personnes qui sont impliquées [dans cette industrie] puissent être identifiées comme des

cibles légitimes». Elle appelle donc à la vigilance et à rapporter au SCRS toute «activité suspecte, criminalité extrémiste ou menace à la sécurité nationale».

Commentaire :

« ...*risque sérieux de glissement de la désobéissance civile vers la violence*« ? 1) Désobéissance civile face à quoi? Ces gens ne paient pas leurs impôts? Où est la désobéissance civile? Dans le fait de protester? 2) Glisser vers la violence n'est que ô trop facile lorsque les manifestations sont infiltrées par les agents provocateurs... de la GRC elle-même.

C'est ce que l'on lit dans un des bulletins d'alerte rédigés en 2011 et 2012 par l'«Équipe des renseignements relatifs aux infrastructures essentielles» de la GRC et obtenus, partiellement censurés, par *La Presse* en vertu de Loi sur l'accès à l'information.

Des documents qui s'intéressent aussi bien aux mouvements d'opposition aux sables bitumineux ou à la construction de pipelines en Colombie-Britannique qu'aux **tactiques de Greenpeace ou à la menace terroriste islamiste!**

Notant déjà un «nombre croissant d'incidents, plus particulièrement au Québec et au Nouveau-Brunswick», la GRC anticipe, parallèlement à l'expansion des gaz de schiste au Canada, une augmentation d'«événements conflictuels similaires à ceux qui visent déjà les industries des sables bitumineux et du nucléaire».

En juin 2011, la Sûreté du Québec a arrêté un Montréalais de 61 ans qui avait fait parvenir une lettre anonyme et fait des appels téléphoniques menaçants visant l'industrie gazière. Il conseillait même aux travailleurs et dirigeants de quitter le Québec. Cet acte avait toutefois été considéré comme isolé.

Les policiers semblent plus particulièrement préoccupés par l'entrée en scène aux États-Unis, sur le terrain de la lutte aux gaz de schiste, d'«**extrémistes** [...] liés à Earth First», ou La Terre d'abord, qui se présente sur son site web comme un «mouvement décentralisé d'**écologie radicale**».

Commentaire :

Il faut avoir un certain goût pour le [Novlangue](#) : *écologie radicale*... wow.

Autre source d'inquiétude, le lancement par le mouvement américain Occupy Wall Street - faisant référence à Occupy Wall Street - d'une pétition en ligne baptisée «Anti-Fracking Pledge of Resistance», «déjà signée par sept groupes environnementaux **radicaux**», lit-on. Les signataires de cet «engagement», endossé déjà par plusieurs Québécois selon ce que *La Presse* a pu vérifier, «acceptent» de «résister aux opérations de fracturation hydraulique

ainsi qu'aux organisations qui les rendent possibles». Sont considérés comme des «cibles» de la contestation non seulement les entreprises sur le terrain qui s'impliquent de près ou de loin à ces activités d'extraction, mais aussi les fabricants de matériel, transporteurs, avocats, firmes d'ingénieurs et même les politiciens, selon ce manifeste.

«Il y a une possibilité réelle que les activistes canadiens se rapprochent de leurs homologues américains afin de comparer et développer leurs techniques d'action directes et de protestation», note la GRC.

Mise à part la surveillance de trois sites internet (incluant une page Facebook) de mouvements environnementalistes et autochtones de l'Ouest canadien, les documents consultés par *La Presse* ne donnent pas de détails sur les moyens qu'utilise la police pour surveiller les opposants au gaz de schiste.

Surprise de part et d'autre

Quoi qu'il en soit, le ton alarmiste de la GRC surprend autant les pro-gaz de schiste que ceux qui s'y opposent au Québec.

«C'est la première fois que j'entends parler de ces rapports», a affirmé Stéphane Gosselin, le directeur de l'Association pétrolière et gazière du Québec, un lobby présidé par Lucien Bouchard. Même s'il dit faire confiance au travail de la police, Stéphane Gosselin assure que jamais rien ne l'a inquiété dans ses relations avec les opposants.

Même surprise chez le coordonnateur du «Comité interrégional de vigilance sur les gaz de schiste de la vallée du Saint-Laurent», Serge Fortier. **Le militant ne «comprend pas» les craintes de la GRC, car son mouvement de «sensibilisation du public» a toujours été pacifique**, dit-il. «Il y a toujours des électrons libres qui veulent aller plus loin, mais nous ne les encourageons pas. Néanmoins, la résistance non violente ou la désobéissance civile ne sont pas à exclure si la discussion ne marche pas. Nous allons nous associer à un mouvement international de résistance. **La force citoyenne est notre seule arme contre les lobbys**».

Il ne croit pas en l'impartialité du Comité de l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur le gaz de schiste mis sur pied les libéraux à la suite d'une recommandation du BAPE et qui devrait déposer son rapport en novembre.

Mais le nouveau ministre de l'Environnement, Yves-François Blanchet, semble peu favorable à cette industrie: «Rien ne milite présentement pour le gaz de shale, pas même l'économie» a-t-il écrit récemment sur son compte Twitter.

La GRC n'a pas été en mesure de commenter le dossier lorsque jointe par *La Presse* la semaine dernière.

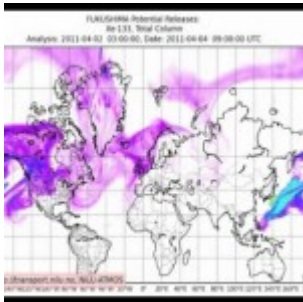
Commentaire :

N'a pas été en mesure? Mais quelle utilisation abusive des mots! Elle n'a pas voulu, elle a refusé, elle a préféré s'abstenir... le dictionnaire est rempli de mots plus juste que « pas en mesure »... Ah, transparence, quand tu nous tiens.

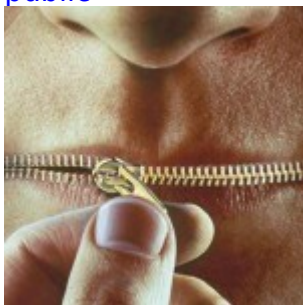
Partager cet article :

[Facebook](#)
[Twitter](#)
[Google+](#)
[Pinterest](#)

À lire également :



[Le Canada a lancé la chasse aux criminels de guerre... via la délation du public](#)



[Canada : 90% des scientifiques se disent muselés](#)

Canada : les opposants au gaz de schiste dans la mire de la police et des services de renseignement



Stratégie antiterroriste canadienne : nous sommes tous [ou presque] des terroristes



Canada liberticide : 10 ans de prison pour le port d'un masque en manifestation